

ESPACE

Centre de ressources pour les acteur·rice·s de l'intégration



Rapport d'activité 2021

"Un équilibre précaire"

ESPACE

Espace de Soutien aux Professionnel·le·s de l'Accueil
et du Conseil aux Etranger·ère·s

22, rue Mathieu Stilatti

13003 Marseille

www.espace.asso.fr

04.95.04.30.98

SOMMAIRE

Le mot de la Présidente	3
L'ASSOCIATION EN CHIFFRES.....	4
INTRODUCTION	5
I. DEVELOPPEMENT ET ANIMATION DE RESEAU	6
1. <i>Les Bouches-du-Rhône</i>	<i>7</i>
2. <i>Le Vaucluse.....</i>	<i>10</i>
3. <i>Le Var</i>	<i>11</i>
4. <i>Les Alpes-Maritimes.....</i>	<i>12</i>
5. <i>Les Alpes-de-Haute-Provence</i>	<i>13</i>
6. <i>Réseaux Nationaux</i>	<i>14</i>
II. DES OUTILS POUR LA MISE EN RÉSEAU ET L'IDENTIFICATION DES ACTEUR·RICE·S.....	17
1. <i>Une liste de diffusion pour la mutualisation des données</i>	<i>17</i>
2. <i>Identification des acteur·rice·s via un Répertoire en ligne.....</i>	<i>18</i>
3. <i>PAPPU - Le suivi des acteur·rice·s via le déploiement d'un logiciel de gestion et d'évaluation de l'accueil.....</i>	<i>19</i>
4. <i>Deux nouveaux outils pour l'identification des acteur·rice·s et de leurs actions.....</i>	<i>20</i>
III. LA PROFESSIONNALISATION DES ACTEUR·RICE·S	23
1. <i>Des formations en droit des personnes étrangères</i>	<i>23</i>
2. <i>L'accompagnement juridique des acteur·rice·s</i>	<i>24</i>
3. <i>La professionnalisation hors PACA.....</i>	<i>28</i>
4. <i>La mise à disposition d'outils juridiques</i>	<i>29</i>
SOUTIENS FINANCIERS.....	32

LE MOT DE LA PRESIDENTE

L'année 2021 devait être une année festive pour ESPACE qui voulait marquer ses vingt années d'existence par un moment convivial et partagé avec ses différents partenaires.

Cela n'a pas été le cas car, au contraire, nous avons dû gérer une nouvelle situation financière difficile, la troisième en 20 ans !

Amorcée lors des derniers mois de l'année 2021, cette crise nous impactera surtout pour les années à venir, 2022 et 2023.

Dans l'urgence, nous avons dû prendre des mesures immédiates de réduction de la masse salariale et envisager, suite à une alerte de notre commissaire aux comptes en décembre, de prévoir un voire deux licenciements en 2022...

Depuis 2013, nous avons pu bénéficier de fonds nationaux et européens pour cofinancer ou déployer nos actions en région mais également dans sept autres régions de France. Aujourd'hui nous n'avons plus accès à ces fonds du fait de nouvelles conditions d'attribution qui excluent les petites associations telles que la nôtre.

Pourtant, comme vous le constaterez dans ce rapport, nos activités de centre de ressources n'ont jamais été aussi nombreuses et autant reconnues par nos partenaires, que ce soit en termes de sollicitations juridiques, conseils ou formations, ou que ce soit en termes de déploiements sur l'ensemble du territoire de certains de nos outils ou services.

Deux exemples pour étayer mes propos :

En région PACA, la DREETS a renouvelé notre convention pluri annuelle pour trois ans et nous a confié deux nouvelles missions, à savoir :

- La création d'une lettre d'information régionale « [ARCHIPEL](#) » relayant les actualités nationales et régionales sur l'intégration ;
- La création d'un nouveau répertoire des acteurs de l'intégration des primo arrivants qui est en cours de finalisation.

Au niveau national, ESPACE a initié la création d'une plateforme nationale de jurisprudence en droit des étrangers, en associant les principaux acteurs nationaux intervenant sur ce champ du droit.

Cette collaboration a abouti à la création d'une association collégiale et va permettre le développement de notre site « [DeQuelDroit](#) » qui a vocation à devenir incontournable en matière de recherche sur la jurisprudence en droit des personnes étrangères.

Cette année 2021, assez paradoxale, montre la fragilité des associations œuvrant dans le champ de l'intégration et dont les compétences et la légitimité ne suffisent pas à garantir la survie.

Annie Honnorat

L'ASSOCIATION EN CHIFFRES



2217

Sollicitations de la
permanence juridique par ...



871

Personnes différentes de ...



446

Structures différentes



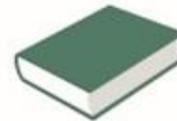
105

Structures accompagnées lors des
différentes réunions de réseaux



57

Journées formations réalisées



339

Personnes différentes formées



2900

Messages échangés sur
nos listes de diffusion



139

Permanences d'accès aux droits et à
la langue utilisant PAPPU



205

Permanences d'accès aux droits
répertoriées en PACA et Occitanie

INTRODUCTION

Depuis plus de 20 ans, ESPACE - *Espace de Soutien aux Professionnel·le·s de l'Accueil et du Conseil aux Etranger·ère·s*, met en œuvre des moyens pour soutenir l'ensemble des acteur·rice·s de la Région PACA intervenant dans le champ de l'intégration et de l'accès aux droits des personnes étrangères.

ESPACE a pu développer pour l'ensemble de ces acteur·rice·s, au niveau régional et par territoire, des services et des outils :

- De mise en réseau, de coordination, et de mutualisation de leurs compétences ;
- De professionnalisation et de formation ;
- De mutualisation de ressources, de diagnostic et d'évaluation ;

Depuis 2013, ESPACE intervient dans le cadre de conventions pluriannuelles en cofinancement avec le Fonds asile, migrations et intégration (FAMI) et la Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités. (DREETS).

ESPACE est également soutenu par le Conseil départemental des Bouches du Rhône pour son fonctionnement.

Au niveau national, la Direction de l'Intégration et de l'Accès à la Nationalité (DIAN) qui nous finançait pour le déploiement de nos outils sur l'ensemble du territoire n'a pas renouvelé son soutien pour 2021 / 2022. Nous avons tout de même bénéficié d'un financement pour les six premiers mois de l'année un financement, l'action 2020 ayant commencé très tardivement du fait du Covid.

Le document qui suit présente les différentes actions menées en 2021 en région PACA et celles initiées sur le territoire national.

Il abordera notamment :

- Le développement et la poursuite de la mise en réseau des structures d'accès aux droits des personnes étrangères sur l'ensemble de la région PACA ;
- Les outils de la mise en réseau et de l'identification des acteur·rice·s ;
- La professionnalisation des acteur·rice·s de la région chargé.e.s de l'accueil ou de l'accompagnement des personnes étrangères ;
- Les nouvelles actions développées en 2021 pour professionnaliser des acteur·rice·s d'autres régions de France et pour mettre en place une plateforme collaborative de jurisprudence.



I. DEVELOPPEMENT ET ANIMATION DE RESEAU

Depuis sa création, ESPACE met en place ou participe à différents réseaux d'acteur·rices, que ce soit au niveau local, départemental, régional et même à l'échelle nationale (réseau RECI).

L'association assure le pilotage ainsi que l'animation technique et juridique de différents réseaux d'acteur·rices dans la région PACA.

L'objectif visé est de faciliter la coopération entre les différent·e·s acteur·rice·s impliqué·es dans le parcours d'intégration des primo-arrivant·es (ci-après PA) mais aussi de toutes autres personnes étrangères ayant besoin d'un accompagnement.

L'année 2021, comme l'année 2020, a été marquée par plusieurs périodes de confinement impactant l'activité globale de l'association. Malgré tout, le travail en réseau a pu être réalisé, que ce soit en présentiel ou en mode « visio » quand les mesures de restriction ne permettaient pas de se rencontrer.

Durant l'année, ESPACE a rencontré ou échangé par visioconférence ou en présentiel avec l'ensemble des centres ressources de la région et des acteur·rices associatif·ves ayant une action en direction des primo-arrivant·es.

Ces rencontres, organisées sous l'égide de la DREETS, font suite à l'étude diligentée par la Préfecture de Région et menée par le cabinet FORIS en 2019 sur l'intégration des publics primo-arrivants. Les résultats de cette étude ont inspiré la feuille de route validée par les services de l'Etat en région durant l'été 2020.

Les échanges avec les centres de ressources régionaux ont permis tout au long de l'année de renforcer le travail en réseau des centres de ressources autour de deux nouveaux outils dont ESPACE assure le portage et la gestion : une newsletter régionale de l'intégration et un répertoire des acteurs de l'intégration des Primo arrivants. Ce dernier toujours en cours d'élaboration fin 2021, vient compléter notre site actuel qui répertorie et géolocalise l'ensemble des lieux d'accès aux droits et d'accès à la langue en région PACA :

<http://accueil-etrangers.org>.

1. Les Bouches-du-Rhône



Le réseau des Points d'appui et d'accès aux droits des personnes étrangères (PAADE)

Dans ce département, ESPACE accompagne le réseau des PAADE depuis 2003. L'association est en charge de l'animation technique, de l'évaluation et de la qualification professionnelle des différent·e·s acteur·rice·s du réseau.

Animation

Malgré le contexte de COVID 19, ESPACE a maintenu l'organisation de réunions du réseau des PAADE tout au long de l'année 2021.

En 2021, le réseau s'est réuni à sept reprises, soit en présentiel soit en visioconférence. Trois journées ont également eu lieu sur des échanges juridiques.

Les thématiques abordées ont principalement concerné les modalités pratiques de gestion de l'accueil du public en prenant en compte les contraintes du COVID, la nécessité d'adaptation technique lié à la dématérialisation des procédures administratives.

Le travail en réseau a été important pour le partage et la confrontation des pratiques des uns et des autres.

Plusieurs intervenant·e·s d'ESPACE ont participé à ces rencontres : le responsable pour la partie animation et coordination, le chargé de projet et de développement des outils pour l'accompagnement des acteur·rice·s à l'utilisation des outils mis à leur disposition, ainsi que les juristes d'ESPACE en ce qui concerne les échanges juridiques.

Partenariat avec les services de la Préfecture

Faisant suite à la réunion fin 2020 entre ESPACE et les chargées de mission « Accès aux droits » de la DREETS, de la PEDEC et de la Métropole, un partenariat a pu être renoué avec les services de la Direction des Migrations, de l'intégration et de la Nationalité (DMIN) de la Préfecture.

ESPACE a rencontré dans un premier temps Monsieur Legros, directeur de la DMIN ainsi que son adjointe Mme Robert le 09 mars 2021. Cette première rencontre a permis de présenter le réseau des PAADE ainsi que les missions d'ESPACE. Elle a également permis de poser les bases d'une rencontre entre les référents des PAADE et les services de la DMIN qui, du fait des restrictions COVID, s'est déroulée en petit nombre le premier avril 2021 : M Legros et Mme Jué responsable du service Séjour pour la Préfecture, le directeur d'ESPACE et une délégation de deux référents du réseau PAADE, un pour Marseille et un pour Hors Marseille.

Ces échanges ont été très constructifs. Ils ont permis d'identifier les difficultés rencontrées par les référents dans l'accompagnement des personnes étrangères, notamment dans le processus de dématérialisation des procédures administratives et des dysfonctionnements de la plateforme en ligne en charge de cette gestion mais également les autres situations rencontrées posant des problèmes et nécessitant l'intervention du référent PAADE : erreur de procédure, délais excessifs de renouvellement de titre provoquant la rupture de droits, etc.

Cette réunion a surtout permis de définir les modalités d'un partenariat facilitant la prise en charge du public étranger : l'identification des situations pour lesquelles le référent peut solliciter les services de la Préfecture, la désignation d'une personne référente (Mme Jué) pour être l'interlocutrice des référents et la volonté commune d'instaurer un suivi de ce partenariat.

Une nouvelle réunion a été programmée à deux reprises en fin d'année mais du fait de la crise sanitaire et du covid elle a dû être repoussée à janvier 2022.

Les autres réseaux d'acteur·rice·s

ESPACE est engagé dans quatre réseaux d'acteur·rice·s dans les Bouches-du-Rhône autres que celui des PAADE. Il apporte sa contribution à la fois sur les aspects techniques ainsi que sur les questions juridiques. ESPACE participe à l'animation de ces réseaux, à l'identification des ressources ainsi qu'aux compétences de leurs acteur·rice·s. ESPACE met à leur disposition ses outils afin de faciliter les échanges.

« Le collectif MIE 13 », coordination des différents acteur·rice·s en charge de l'accompagnement des mineur·e·s isolé·e·s.

ESPACE contribue à cette coordination par le biais de la formation et du conseil juridique.

Issue de la coordination associative des Bouches-du-Rhône, ce collectif, créé en 2017, réunit les acteur·rice·s associatif·ve·s intervenant dans les domaines de la défense des droits, de l'accès à la santé et de l'accès à la scolarisation. En 2018, il s'est structuré en réseau : une charte a été rédigée, des outils ont été créés (notamment un vadémécum) et le collectif a ouvert une permanence juridique dédiée aux mineur·e·s isolé·e·s.

Le Barreau de Marseille a également constitué en son sein une commission « Mineurs Isolés » et ouvert depuis septembre 2018 une permanence spécifique d'avocat·e·s pour recevoir ces jeunes. D'intéressantes synergies ont pu se créer entre le collectif associatif et le Barreau.

Depuis, cette coordination se réunit moins régulièrement (trois fois en 2021), et elle continue d'être une interlocutrice privilégiée du Conseil départemental des Bouches-du-Rhône.

En 2021, les relations initiées avec Médecin sans Frontières en 2020 se sont poursuivies. À l'image du projet mis en œuvre à Paris (Utopia56), MSF intervient à Marseille en soutien des jeunes étrangers dont la minorité est contestée par les services de l'aide sociale à l'enfance, et qui attendent une audience devant le juge des enfants. Ce projet a permis en 2021 de développer un nouveau projet en lien avec le COMEDE pour l'accueil et l'accompagnement psychologique d'une vingtaine de ces jeunes.

Pour l'ensemble des acteurs du collectif MIE, ESPACE a fourni des apports théoriques sur la réglementation spécifique aux Mineurs non accompagnés, a participé à des réunions de travail

et a constitué un relai vers le réseau des PAADE pour les jeunes sortant du dispositif, notamment lorsque leur minorité était définitivement écartée.

« CODETRAS », collectif de défense des travailleur·euse·s saisonnier·ère·s dans l'agriculture.

Initialement centrée sur les discriminations dans l'emploi agricole des Bouches-du-Rhône, et plus particulièrement les contrats saisonniers introduits par l'OFII (4000 ouvrier·ère·s tunisien·ne·s et marocain·e·s), l'action du CODETRAS s'est élargie depuis quelques années à l'accompagnement des travailleurs et travailleuses détaché.e.s, recruté.e.s par des entreprises prestataires établies en Europe et par des entreprises utilisatrices dans notre région, dans les secteurs de la viticulture, de l'arboriculture et du maraîchage.

En 2021, le collectif s'est réuni au moins une fois par mois.

La particulière vulnérabilité des travailleurs.euses agricoles étranger.e.s, en particulier celle du public féminin, est décuplée par les liens de dépendance, de sujétion et de subordination envers des entreprises prestataires et utilisatrices.

Au-delà du soutien individuel apporté à ces personnes par le collectif CODETRAS en matière de soutien juridique, logistique et médiatique, les différentes rencontres ont permis de poser les bases d'une réflexion partagée afin de réactiver le collectif autour d'un nouveau cadre d'actions à mener.

Plusieurs actions ont été entreprises durant l'année 2021 dont celle d'un accompagnement juridique et médiatique de plusieurs travailleur·ses en procès contre un vaste système de fraude au détachement mis en place par des entreprises de travail temporaire. Ce procès concerne notamment des fraudes aux cotisations sociales et la poursuite de ses prestataires par l'Etat et les services de la Mutualité sociale agricole.

Une permanence juridique s'est mise en place à Tarascon / Beaucaire ainsi que des cours d'apprentissage de la langue française.

« COORDASSO » est une coordination qui regroupe la plupart des acteur·rice·s de l'accueil et de l'accompagnement des étranger·ère·s du département.

Cette coordination associative, initiée par la Cimade et ESPACE il y a douze ans, a pour objectif principal de favoriser la rencontre de l'ensemble des acteur·rice·s de l'accueil et de l'accompagnement des personnes étrangères du département.

La coordination s'est réunie à cinq reprises en 2021.

Le travail en réseau et les outils d'échanges d'information existants (comme les listes de diffusion par exemple) ont permis de mieux organiser l'accompagnement des publics en ce qui concerne les modalités pratiques de gestion de l'accueil du public en tenant compte des contraintes COVID ou encore la nécessité d'adaptation technique de l'accompagnement du public en lien à la dématérialisation de certaines procédures administratives.

« L'Observatoire Asile de Marseille »

Créé à Marseille en septembre 2017 à l'initiative du Réseau Hospitalité Marseille, cet observatoire s'est structuré tout au long de l'année 2018 en impliquant les principaux·ales acteur·rice·s de l'accueil et de l'accompagnement des personnes en demande d'asile.

En 2021, faute de moyen financiers, cet observatoire n'a pu renouveler son personnel en charge de la coordination et de l'organisation des différentes réunions organisées jusque-là.

Le travail en réseau s'est tout de même poursuivi grâce aux outils numériques d'échanges d'information existants qui ont permis de mieux organiser l'accompagnement et le suivi des publics les plus vulnérables notamment en matière d'accès à un hébergement et à de la nourriture.

2. Le Vaucluse



Depuis plusieurs années, ESPACE assure l'animation, l'évaluation et la qualification professionnelle du réseau des Points d'Accès aux Droits et à l'Égalité (PADE). Depuis 2018, en raison du faible nombre d'acteur·rice·s constituant ce réseau, ces dernier·ère·s ont été associé·e·s à la « coordination étranger·ère Vaucluse » (CEV) (voir ci-dessous).

La « Coordination Vaucluse Étranger·ère-s (CEV) »

Depuis 2016, ESPACE a initié la mise en place d'une coordination associative regroupant l'ensemble des acteur·rice·s de l'accueil et de l'accompagnement du territoire vauclusien. Cette coordination s'est poursuivie en 2021.

Animation

Quatre rencontres ont été organisées en 2021 en présentiel et en partie en visio, associant les membres du réseau des PADE et les principaux·ales acteur·rice·s de l'accueil et de l'accompagnement des étranger·ère·s du département.

Au cours de ces différentes rencontres, plusieurs sujets ont été abordés :

- Point sur la situation de chaque structure ;
- Présentation de la maison commune de Cavillon ;
- Présentation de l'association Réseau Hospitalité et de son action dans le Vaucluse (voir ci-dessous) ;
- Problématique d'hébergement et d'accès à un logement pour les plus précaires et mise en œuvre du dispositif HADI ;
- Rôle, missions et fonctionnement de la coordination en 2022 ;
- Questions et informations diverses.

Mise en place d'une antenne du Réseau Hospitalité Vaucluse

En début d'année 2021, plusieurs associations, membres de la coordination associative Vaucluse ont souhaité mettre en place une action spécifique dans le Vaucluse pour une meilleure prise en compte de l'inconditionnalité de l'hébergement. Ce projet faisant suite à un constat partagé en maraude que le principe d'accueil inconditionnel n'est pas toujours respecté sur ce territoire.

Plusieurs réunions entre janvier et mai 2021, associant des membres de la coordination dont ESPACE, la Fondation Abbé Pierre et le Réseau Hospitalité Marseille, ont abouti à l'ouverture d'une antenne dédiée du réseau Hospitalité dans le Vaucluse et la mise en place de permanences d'accueil au sein des accueil de jour d'Avignon et de Cavaillon. L'action est mise en place à titre expérimentale pour un an.

3. Le Var



Sur ce territoire, ESPACE intervient depuis 2012 en partenariat avec le Conseil départemental de l'accès au droit (ci-après CDAD) du Var, afin de mettre en place un dispositif d'accès aux droits des étranger·ère·s.

La fermeture et la réduction de la capacité d'accueil des associations de professionnel·le·s en charge de l'accueil des étranger·ère·s sur ce territoire, constatée depuis plusieurs années, s'est poursuivie en 2021.

Le réseau « Var migrants »

Animation

En 2021, Espace a animé quatre rencontres regroupant les principaux acteur·rice·s de l'accueil et de l'accompagnement des étranger·ère·s du territoire.

Au cours de ces différentes rencontres, plusieurs sujets ont été abordés :

- Point sur la situation de chaque structure ;
- Point sur la coordination associative Var migrants ;
- Attentes et modalités à mettre en œuvre pour redynamiser la coordination ;
- Questions, informations diverses.

Constat

Contrairement aux territoires voisins (Alpes maritimes, Vaucluse et Bouches du Rhône) la dynamique collective s'essouffle et ne peut s'expliquer seulement du fait de la fermeture de plusieurs associations historiques de l'accueil des étrangers dans le Var.

En février, les associations présentes (Secours Catholique, RESF, CIDFF, La Cimade, Welcome Var et ESPACE) ont proposé de relancer cette coordination dont l'utilité leur semble évidente notamment dans le contexte actuel et du risque qu'en 2022 ESPACE ne puisse plus animer cette coordination.

Cette initiative a permis dans les réunions suivantes de retravailler collectivement à partir de la charte initiale et de définir des priorités d'actions communes à mettre en œuvre.

4. Les Alpes-Maritimes



Le réseau « Accueil migrantes et migrants 06 »

Sur ce territoire, l'action menée par ESPACE en direction des associations, a abouti, à la mise en place d'une coordination assez semblable à celle du Var, dénommée « Accueil migrantes et migrants 06 ». Elle regroupe les principaux·ales acteur·rice·s de l'accueil et de l'accompagnement impliqué·e·s sur l'accès aux droits notamment sociaux, ainsi que sur l'asile, la solidarité ou la santé des étranger·ère·s.

Partenariats institutionnels

Le partenariat institutionnel reste difficile dans ce département. Depuis cinq ans, nous avons pu mettre en place un partenariat avec l'OFII mais seulement par intermittence. L'arrivée d'un nouveau directeur a permis en 2019 mais aussi en 2020 de relancer les échanges avec les responsables des différents services de l'OFII, la coordination associative et Forum Réfugiés, prestataire pour la gestion de la SPADA afin de mettre à plat les difficultés de fonctionnement de cette dernière.

En 2021, une nouvelle rencontre a été organisée avec les services de l'OFII et son nouveau directeur afin de prolonger ce partenariat.

Nous avons également initié un partenariat avec les services de la protection de l'enfance avec le Conseil départemental qui ont participé à une rencontre de la coordination.

Le partenariat initié en 2020 avec les services de la Préfecture n'a par contre pas été renouvelé en 2021

Partenariats avec les acteur·rice·s de terrain

Le travail auprès des principaux.les acteur·rice·s de l'accueil et de l'accompagnement des étranger·ère·s du territoire s'est poursuivi tout au long de 2021 dans le cadre de la coordination associative.

Animation

En 2021, ESPACE a animé cinq réunions, regroupant les principaux.les acteur·rice·s de l'accueil et de l'accompagnement des étranger·ère·s du territoire

Au cours de ces différentes rencontres plusieurs sujets ont été abordés :

- Préparation de la rencontre avec l'OFII ;
- Point sur l'accompagnement des familles migrantes au titre de la protection de l'enfance avec le Conseil départemental 06 ;
- Positionnement de chaque association sur les fondements de la charte élaborés lors de la création de la coordination en 2014 ;
- Point sur les dysfonctionnements des différents services (Préfecture, OFII et SPADA) ;
- Rôle, missions et fonctionnement de la coordination en 2022.

5. Les Alpes-de-Haute-Provence



ESPACE intervient sur ce territoire depuis six ans en lien avec le CDAD 04 et les services de la Direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations (DDCSPP) des Alpes-de-Haute-Provence.

L'objectif étant :

- D'accompagner la montée en compétence du CIDFF 04 comme acteur de terrain spécialisé en droit des personnes étrangères et ressources pour les publics ;
- Former les acteur·rice·s du territoire en droit des personnes étrangères.

Partenariats avec les acteur·rice·s de terrain

En 2021, ESPACE a poursuivi son soutien au CIDFF 04 dans ses missions d'accueil et d'accompagnement des étranger·ère·s et de tête de réseau pour le département, notamment en rencontrant la directrice de l'association, et en proposant un programme de formations en fonction des besoins identifiés via un questionnaire.

Formation

Malgré la crise liée au covid et des difficultés de se déplacer, notamment d'un département à l'autre, trois temps de formation ont pu être proposés par ESPACE en partenariat avec le CIDFF 04.

L'implication d'ESPACE dans ce projet s'est traduite également par l'action de conseils juridiques en direction des acteur·rice·s du département 04.

En 2021, 51 personnes de 35 organismes différents ont sollicité les services juridiques d'ESPACE par le biais de la permanence téléphonique.

Ainsi, les sollicitations en termes de hotline ont doublé entre 2020 et 2021. Les juristes ont été sollicité 114 fois en 2021 contre 56 en 2020.

6. Réseaux Nationaux



Le réseau RECI – Ressources pour l'Égalité des Chances de l'Intégration



Notre mission : produire des ressources pour aider à la compréhension et à la mise en oeuvre des politiques publiques en matière d'intégration, de lutte contre les discriminations et d'égalité des chances.

ESPACE participe depuis 2013 à un réseau national de centre de ressources : Ressources pour l'égalité des chances et l'intégration ([RECI](#)), composé de cinq structures intervenant dans le domaine de l'immigration, de l'intégration et/ou de la lutte contre les discriminations liées à l'origine.

Les structures composant le Réseau RECI sont :

- AVDL, Association Villeurbannaise pour le droit au logement (Auvergne-Rhône-Alpes) ;
- COFRIMI, Conseil et formation sur les relations interculturelles et les migrations (Occitanie) ;
- IREV, Institut régional de la Ville (Hauts-de-France) ;
- ORIV, Observatoire régional de l'intégration et de la ville (Grand Est) ;
- ESPACE (Provence-Alpes-Côte d'Azur).

Le Réseau RECI a pour mission de produire des ressources pour aider à la compréhension et à la mise en œuvre des politiques publiques en matière d'intégration, de lutte contre les discriminations et d'égalité des chances.

En 2021, ESPACE s'est particulièrement investi dans l'action de déploiement dans les territoires d'un module d'échanges de pratiques pour des parcours d'intégration optimisés. Deux salariés d'ESPACE ont participé à cette action.

Le réseau RECI a conçu un module d'échanges de pratiques, permettant de répondre à l'enjeu de « renforcement de la formation ou de la qualification des acteurs en charge de mettre en place les parcours d'intégration dans les territoires ».

Il s'adresse aux professionnels et aux porteurs d'action œuvrant pour mettre en place des actions dans le cadre du parcours d'intégration. Le contenu vise à apporter des éléments sur la notion de « parcours d'intégration » et disposer d'outils ou de supports pour la mise en œuvre d'actions. Ce module a été conçu initialement sur une journée.

En 2021 la déclinaison de ce projet s'est traduite concrètement par l'organisation d'une journée régionale en région Auvergne Rhône Alpes le 12 octobre 2021.

Elle a permis des échanges d'expériences et le croisement des regards sur la problématique de l'accès au droit / aux droits des étrangers primo-arrivants dans le cadre d'ateliers participatifs et de restitution en plénière.

Cette action a permis de mobiliser plus d'une centaine d'acteurs de la région AURA dans les locaux de la Préfecture de Lyon. Le réseau RECI a été mobilisé en amont pour préparer le contenu de cette journée, travailler sur le sens et les objectifs visés par les services déconcentrés de l'Etat.

Le Réseau a également produit des supports pour permettre l'animation de la journée. Les membres du Réseau ont assuré l'animation de cette journée et sont intervenus pour présenter des éléments de cadrage mais également pour rendre compte des échanges des quatre ateliers participatifs.

Elaboration d'une plateforme collaborative en ligne de jurisprudence en droit des étranger·ères DEQUELDROIT



Conçu il y a une douzaine d'année par ESPACE, ce site est devenu cette année un outil collaboratif alimenté par d'autres associations dans leurs domaines de compétences respectives ou de leurs spécialités.

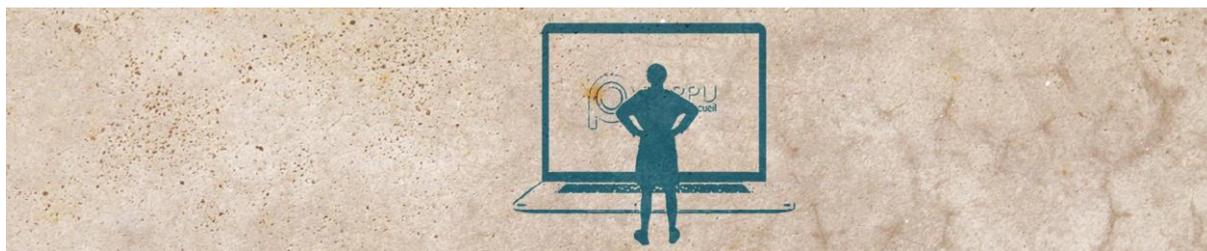
A cette fin, ESPACE a fait appel à la Fondation de France fin 2020 pour soutenir un projet de réflexion inter associative regroupant le Comede, la Cimade, le CIDFF Phocéén, le GISTI, l'ANAFE, Droits d'Urgence, l'ADDE, le GAS et ESPACE.

Ce projet a abouti en juin 2021 à la création d'une association collégiale de gestion de DEQUELDROIT regroupant la plupart des acteurs cités.

Depuis octobre 2021, la nouvelle association, hébergée à ESPACE a salarié deux personnes qui ont commencé à mettre à jour une partie des rubriques de jurisprudences du site.

« DEQUELDROIT » a vocation à devenir le site incontournable en matière de recherche sur la jurisprudence en droit des personnes étrangères. Il est d'ores et déjà référencé par de nombreux sites, dont « service-public.fr ».

Ces premiers mois d'activité de DEQUELDROIT ont permis de lancer le projet sur des rails solides : structuration de l'association, levée de fonds, constitution de l'équipe salariée... La mobilisation assidue des associations membres et des partenaires financeurs illustre l'intérêt des acteurs et actrices du droits des personnes étrangères pour un outil tel que DEQUELDROIT.



II. DES OUTILS POUR LA MISE EN RÉSEAU ET L'IDENTIFICATION DES ACTEUR·RICE·S

1. Une liste de diffusion pour la mutualisation des données

Nom de la liste	Diffusion	Définition	abonné . es 2019	abonné. es 2020	abon né. es 2021	messag es 2019	messag es 2020	messag es 2021
Accueil migrant. es 06	Alpes Maritimes	Réseau d'acteur·rice·s du 06	63	46	35	720	932	522
Coordination Étranger Vaucluse	Vaucluse	Réseau d'acteur·rice·s du 84	34	40	47	185	248	168
Coordasso	Bouches-du- Rhône	Réseau d'acteur·rice·s du 13	105	118	129	490	582	538
Detras	Bouches-du- Rhône	Collectif de défense des travailleurs saisonniers dans l'agriculture	29	30	33	223	772	344
Varmigrants	Var	Réseau d'acteur·rice·s du 83	48	44	65	261	354	260
Mie13	Bouches-du- Rhône	acteur·rice·s en charge de l'accompagnement des mineurs isolés	82	82	79	361	240	75
Mie Sud-est	PACA	Coordination regionale des collectifs MIE	35	34	32	97	54	14
Pap	PACA	Réseau d'acteur·rice·s à l'échelle de la région	140	141	143	410	475	425
Pap13	Bouches-du- Rhône	Réseau PAADE - Points d'Appui et d'Accès aux Droits des Etrangers	29	29	29	153	417	502
Regulomi	Bouches-du- Rhône	Réseau de juristes et d'avo- cat.es	15	15	14	66	61	52
Total						2966	4135	2900

ESPACE a mis en place une **liste de diffusion pour chaque réseau d'acteur·rice·s** afin de faciliter les échanges entre ses membres. ESPACE assure les fonctions de modérateur et d'administrateur (contrôle du contenu, modification des adresses, etc.) et apporte son expertise à la fois sur les aspects techniques et sur les questions juridiques. Il participe à

l'animation de ces réseaux, à l'identification des ressources et met à disposition ses outils pour faciliter les échanges.

L'association gère aussi **plusieurs listes « thématiques »** au niveau départemental ou régional (cf. tableau récapitulatif).

Le contenu des échanges a été défini et validé par l'ensemble des membres de chaque réseau en excluant les questions juridiques afin de ne pas interférer avec la liste régionale « Pap » exclusivement réservée aux échanges sur les études de cas rencontrés en permanences d'accueil.

L'utilisation de ces listes de diffusion est revenue aux chiffres de 2019, 2020 ayant été une année particulière où du fait du confinement imposé par la crise COVID 19, les échanges sur les listes ont été beaucoup plus nombreux.

2. Identification des acteur·rice·s via un Répertoire en ligne



ESPACE répertoire et géolocalise l'ensemble des lieux d'accès aux droits et d'accès à la langue de la région PACA sur le site : <http://accueil-etrangers.org>.

Cet outil est mis à jour tout au long de l'année

Pour l'accès à la langue, ce référencement a été réalisé en partenariat avec le Centre Ressources Illettrisme (CRI PACA) sur une application web commune, et ce dans un souci de mutualisation de nos ressources respectives.

Publication des lieux d'accès à la langue sur le Répertoire via l'application PAPPU

L'adaptation du logiciel PAPPU aux acteur·rice·s de l'apprentissage de la langue française nous a conduits à prévoir que ces dernier·ère·s puissent **publier en ligne leurs lieux d'apprentissage du français**. Cette faculté est surtout intéressante pour les acteur·rice·s dont les formations ne sont pas référencées par le CRI.

L'intérêt de ce développement est double :

- Donner une visibilité à leur(s) structure(s) et à leur(s) action(s). Cela permet aussi aux partenaires et autres acteur·rice·s de pouvoir réorienter des personnes vers certaines actions de formation. Il faut néanmoins préciser que le Répertoire ne met en avant que

des informations générales sur les actions de formation proposées. En aucun cas il n'est en mesure de préciser les places disponibles ;

- La possibilité d'avoir une liste actualisée des actions de formation puisque ce sont les utilisateurs de PAPPU qui gèrent eux-mêmes les informations affichées et donc leur mise à jour.

La recherche de ces lieux d'apprentissage ne s'effectue pas par champs de compétences mais par défilement de simples questions/affirmations comme « *J'ai besoin d'apprendre le français et que cela se déroule près de chez moi* ».

3. PAPPU - Le suivi des acteur·rice·s via le déploiement d'un logiciel de gestion et d'évaluation de l'accueil



Le développement et le déploiement du logiciel de gestion PAPPU est une action qui se poursuit depuis plusieurs années et nécessite un retour aux bilans précédents pour une meilleure compréhension de l'action en cours.

a. Accompagnement des acteurs à la sortie de la version « full web »

Fin 2020, la dernière version stable « full web »

L'année 2021 a **été centrée sur l'accompagnement des ancien.nes utilisateur.trices à cette nouvelle version web**. En raison des confinements successifs et du passage au télétravail, ces accompagnements ont le plus souvent été réalisés en distanciel via des visioconférences.

b. Supports de formations et de communications

La réalisation de la nouvelle version Web de PAPPU a nécessité la refonte de nos outils de formation et de communication.

Une nouvelle plaquette PAPPU a été créée. Un tout nouveau tutoriel est en cours de finalisation. Il reprend toutes les bases de l'utilisation de PAPPU, avec les nouveaux traitements ainsi qu'un grand focus sur le module langue.

PAPPU permet de :	L'évolution de PAPPU : une version « full web » via navigateur
<ul style="list-style-type: none"> • Gérer l'accueil et le suivi des usagers pour faciliter leurs accès aux droits et à la langue • Générer des statistiques en temps réel • Gérer un annuaire de partenaires • Mesurer l'activité d'appui aux partenaires • Répertorier en ligne les lieux d'accueil et de formation <p>La plateforme PAPPU est constituée d'une application web et d'une interface d'administration accessibles via www.pappu.fr</p> <div style="text-align: center;"> <div data-bbox="325 786 663 882" style="background-color: #1a522d; color: white; padding: 5px; border-radius: 10px; margin-bottom: 10px;">Application Web</div> <div data-bbox="325 947 663 1043" style="background-color: #1a522d; color: white; padding: 5px; border-radius: 10px;">Admin / Statistiques</div> </div>	<p>Depuis la fin de l'année 2019, le logiciel PAPPU a muté pour devenir une version accessible via un navigateur web, tout en gardant la possibilité de travailler en mode offline.</p> <p>Pourquoi développer une nouvelle version ?</p> <p>La stabilité : cette version permet d'éviter les problèmes d'installation et d'utilisation sur des ordinateurs « vieillissants »</p> <p>La pérennité : le développement d'une application web est plus simple et légère</p> <p>La facilité d'utilisation : en revoyant l'ergonomie du logiciel</p> <p>L'accessibilité : à d'autres supports comme les tablettes et les smartphones mais aussi sous plusieurs environnements (Windows, Mac, Linux ...)</p> <p>Anticiper la suite logique d'augmentation d'utilisateurs et du volume de dossiers et du stockage de la base de données cryptée sur le « cloud »</p>

4. Deux nouveaux outils pour l'identification des acteur·rice·s et de leurs actions

Les échanges avec la DREETS et les différents centres de ressources et acteurs régionaux : le CRI, OSIRIS, le Comede, Ancrage, Approche Culture et Territoire, le CIDFF, la MJC de Briançon, l'AAJT et FACE Var, ont permis tout au long de l'année 2021 de renforcer le travail en réseau des centres de ressources autour de deux nouveaux outils dont ESPACE a assuré le portage et la gestion.

«ARCHIPEL» Une lettre d'information inter-centre de ressources pour les acteurs de l'intégration en PACA

A la demande des services de la DREETS, ESPACE gère la diffusion d'une nouvelle lettre d'information bimestrielle reprenant les actualités nationales et régionales en matière d'intégration dans les domaines de la santé, la culture, la langue, l'accès aux droits, l'hébergement/logement et l'emploi.

Le contenu de cette lettre est alimenté par les acteurs et actrices de l'Intégration de la région Provence Alpes Côte d'Azur directement associé.e.s à cette initiative.

Cet outil renforce l'interconnaissance au sein du réseau d'acteurs et actrices, et améliore la diffusion de l'information de chacun. L'outil produit la synthèse des informations émises par chaque centre de ressources, notamment via leurs newsletters locales, accompagnée d'un lien électronique orientant vers leur propre production.

ESPACE consacre sur son site un espace dédié à cette lettre d'information. Cet espace explicite le contenu de la lettre, les acteurs qui y sont associés et propose un formulaire d'inscription en ligne.

L'objectif de cet outil, mis en place dès le premier semestre 2021 est double :

- Informer sur les principales actions des différents Centre de Ressources et acteurs de l'intégration via la parution d'une newsletter bimestrielle ;
- Renvoyer sur les sites des différents centres de Ressources et acteurs de l'intégration via un lien numérique pour valoriser et donner plus de visibilité à leurs actions.

La mise en œuvre de cet outil a nécessité de nombreuses réunions préparatoires avec la mise en place d'un Comité de pilotage et d'un comité éditorial, qui nous a permis de :

- Définir les modalités de diffusion et de contenu de la lettre d'information ;
- S'accorder sur le projet de mutualisation des informations ;
- Définir un nom pour cet outil ;
- Travailler sur le graphisme : mise en page, charte graphique à créer, mise en avant d'images / graphes / photos nécessaires ;
- Création d'un visuel commun (logo ou bannière) pour l'entête ;
- Création d'un Lien qui permet le renvoi vers les sites des centres de ressources ;
- Identifier les contacts et créer une base de données pour les abonnés.

Ce travail a nécessité la mobilisation d'un temps dédié d'une personne au sein d'ESPACE qui s'est chargée d'assurer le suivi de la mise en œuvre du projet pour permettre son lancement dans les meilleures conditions. L'objectif étant d'un envoi de la lettre tous les deux mois (sauf l'été) soit 5 fois par an.

Un calendrier prévisionnel a été établi et la première lettre « ARCHIPEL, la lettre des acteurs de l'accueil des personnes étrangères en PACA » a été diffusée en mars 2021 (<http://espace.asso.fr/lettre-dinformation/>).

Un répertoire des acteurs de l'intégration des primo arrivants

La DREETS et les DDETS de la région PACA, ont souhaité, avec le soutien des centres de ressources régionaux, répertorier sur un même support l'ensemble des ressources, dispositifs et actions existantes pour l'intégration des étrangers, primo-arrivants sur l'ensemble de la région.

La mise en œuvre de ce nouvel outil qui vient compléter notre répertoire actuel des lieux d'accès aux droits et d'accès à la langue en région PACA : <http://accueil-etrangers.org>, a débuté seulement au début du deuxième semestre, une fois la lettre « Archipel » finalisée.

Plusieurs rencontres entre les centres de ressources et la DREETS nous ont permis de définir collectivement les modalités de cet outil, à savoir :

- Le recensement des informations compilé au sein d'un répertoire d'actions et d'acteurs classé en 6 thématiques : Accès à la langue, à l'emploi, aux droits, à la santé, logement hébergement et vie quotidienne ;
- Les actions qui alimenteront prioritairement le répertoire, à savoir celles financées dans le cadre des crédits intégration de l'Etat. Il sera ensuite complété par les actions de droits commun spécifiques ou ciblées pour les personnes primo-arrivantes ou étrangères ;
- La réalisation d'une fiche type interactive à transmettre à tous les acteurs pour permettre de renseigner le répertoire de manière uniforme : www.espace.asso.fr/wp-content/pdf/Repertoire/Fiche_Repertoire_Ressources_PACA.pdf.

Ce support a été envoyé à tous les acteurs par la DREETS et les retours des acteurs devraient nous permettre en début d'année 2022 de finaliser la mise en œuvre de cet outil, notamment par la création d'un espace dédié sur notre site.



III. LA PROFESSIONNALISATION DES ACTEUR·RICE·S

Les fréquentes modifications de la réglementation concernant le droit des personnes étrangères, sa complexification, les difficultés croissantes d'accès aux droits des étranger·ère·s ont rendu de plus en plus nécessaires l'accompagnement de ce public par des professionnel·le·s de l'accès aux droits des étranger·ère·s ainsi que la mutualisation des compétences.

L'effectivité du droit des personnes étrangères est une condition indispensable de l'intégration en France. Elle requiert **un accompagnement** et **des outils**. ESPACE vise à répondre à cette condition en proposant à tous les acteur·rice·s de la région un ensemble d'outils et de services juridiques :

- Des formations en droit des personnes étrangères sur l'ensemble de la Région ;
- Un accompagnement juridique individualisé assuré notamment avec la permanence juridique (téléphonique et numérique) ;
- La mise à disposition d'outils avec les listes de diffusion, le site internet de jurisprudence, la méthodologie de recueil de données etc.

1. Des formations en droit des personnes étrangères

En 2021, ESPACE a réalisé **30 ateliers** de formation en droit des étranger·ère·s représentant **57 journées formation**. L'augmentation d'activité de formation constatée en 2019, principalement due aux demandes de formations sur site, s'est reproduite en 2021 où nous avons réalisé le même nombre de formations sur l'année.

Formations du programme régional annuel : 15 ateliers pour 22 journées de formation.

Les ateliers sont conçus et animés par l'équipe juridique d'ESPACE en lien avec notre partenaire : le Comité Médical pour les Exilés (COMEDE). Les participant·e·s reçoivent une documentation spécifique à chaque thème. Pour plus d'informations, se référer à la partie dédiée de notre site dans l'onglet Programme - <http://espace.asso.fr/formation/>).

On note que nous sommes sur le même ordre de grandeur que les formations proposées en 2020 (16 ateliers pour 23 journées de formation).

Formations sur site : 14 ateliers pour 33 journées de formation

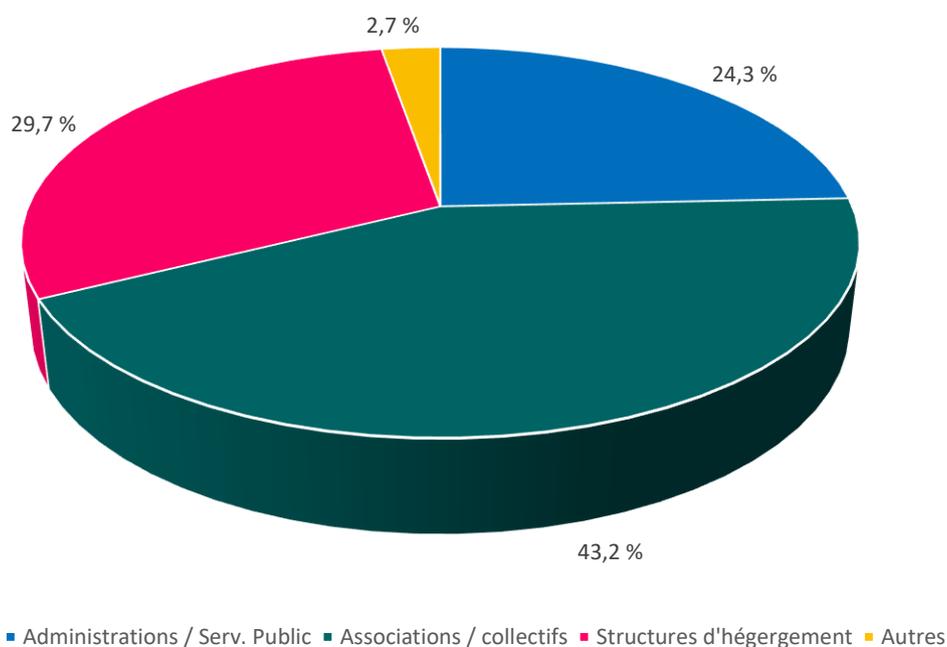
En plus du programme thématique régional, ESPACE propose des formations « à la demande » dans le but de répondre aux besoins très variés que rencontrent nos partenaires en matière de droit des personnes étrangères. Ces formations peuvent prendre la forme soit d'une formation

thématique identique à celle proposée dans notre catalogue de formation¹, soit d'une formation « personnalisée » élaborée en fonction des besoins spécifiques des salarié·e·s.

L'augmentation du nombre de journée de formation entre 2020 et 2021, outre quelques reports et annulations suite à la crise de la Covid 19, est due principalement à une augmentation significative de la demande des structures partenaires à organiser des formations pour leurs équipes. En effet, en 2020, 8 ateliers pour 15 journées de formation ont été organisés contre 14 ateliers pour 33 journées de formation en 2021. **La demande de formation sur site a donc presque doublé.**

En 2021, **339 personnes différentes** issues de **111 organismes différents** se sont formées lors d'une ou plusieurs formations réalisées par ESPACE.

Formations 2021 : répartition par type de structure



2. L'accompagnement juridique des acteur·rice·s

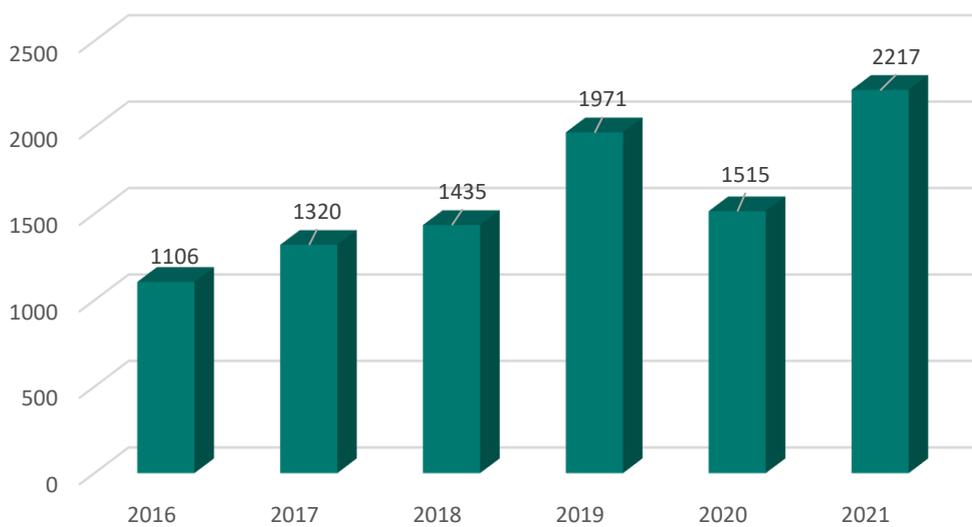
Complément indispensable de la formation, le service juridique d'ESPACE assure une assistance permanente d'accompagnement juridique de tous les professionnel·le·s et bénévoles accueillant des étranger·ère·s.

¹ Voir, catalogue des formations sur http://espace.asso.fr/wp-content/pdf/Formation/Catalogue_Formation_ESPACE.pdf

La fonction de conseil « en ligne » offre :

- Des renseignements juridiques sur les droits des personnes en fonction de leur situation ;
- Des conseils sur les démarches à effectuer et le renvoi vers les structures adaptées ;
- La communication de textes réglementaires et de la jurisprudence pertinente ;
- Des conseils à la mise en œuvre des recours ou une aide à la rédaction des recours gracieux et administratifs.

Evolution de la hotline juridique d'ESPACE



Année	Evolution
2016 - 2017	19,3 %
2017 - 2018	8,7 %
2018 - 2019	37,4 %
2019 - 2020	-23,1 %
2020 - 2021	46,3 %

On constate une nette augmentation de la demande d'assistance juridique entre 2020 et 2021, conséquence directe des deux confinements de l'année 2020.

Si on compare à l'année 2019, année déjà assez exceptionnelle (car la demande d'assistance juridique avait déjà augmenté de 37,4 %), nous constatons encore une nouvelle augmentation soit 246 sollicitations en plus pour une **augmentation de 12,5 %**.

L'autre chiffre essentiel à présenter est **qu'entre 2016 et 2021, le nombre de sollicitations de la permanence juridique a plus que doublé**.

Cette tendance d'augmentation se retrouve au niveau du nombre de personnes faisant appel à nos services : 559 en 2017, 624 en 2018, 774 en 2019, **648 personnes en 2020 et 871 personnes différentes en 2021**.

En termes de nombre de structures, le constat est le même : 291 en 2017, 356 en 2018, 415 en 2019, 376 structures en 2020 et **446 structures différentes en 2021**.

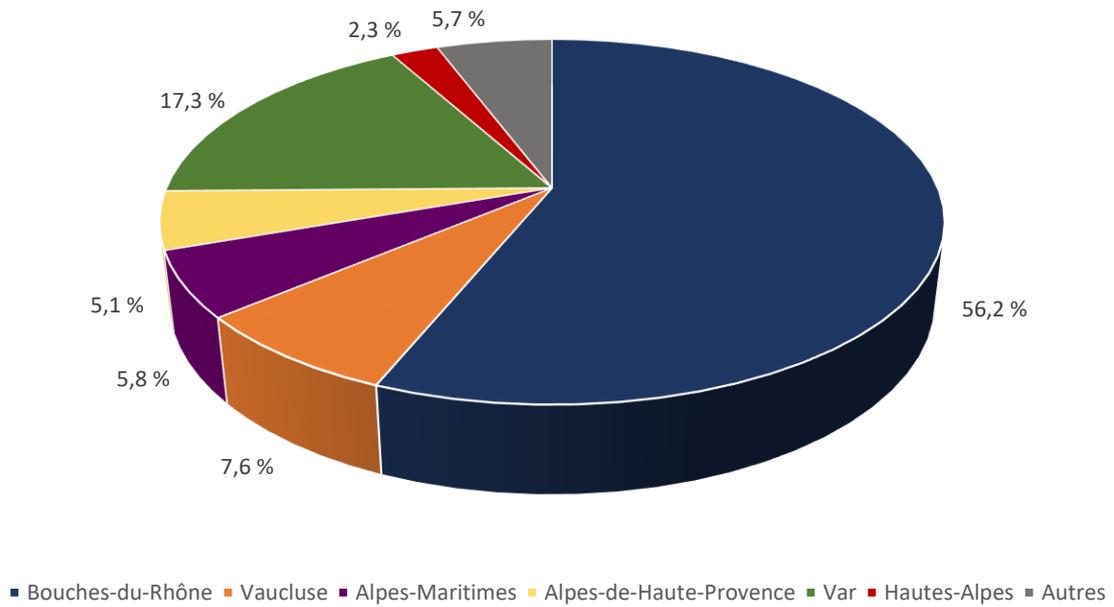
Départements	Nb EH* 2021	Nb EH* 2020	Nb EH* 2019	Nb EH* 2018	Nb. structures 2021
Bouches-du-Rhône	1245	887	1027	751	237
Vaucluse	169	110	135	91	50
Alpes-Maritimes	129	124	121	81	30
Alpes-de-Haute-Provence	114	56	118	94	34
Var	383	238	440	393	76
Hautes-Alpes	51	12	15	25	4
Non renseigné ou collectifs régionaux	126	88	115	-	15
Total	2217	1515	1971	1435	446

* EH : événements hotlines

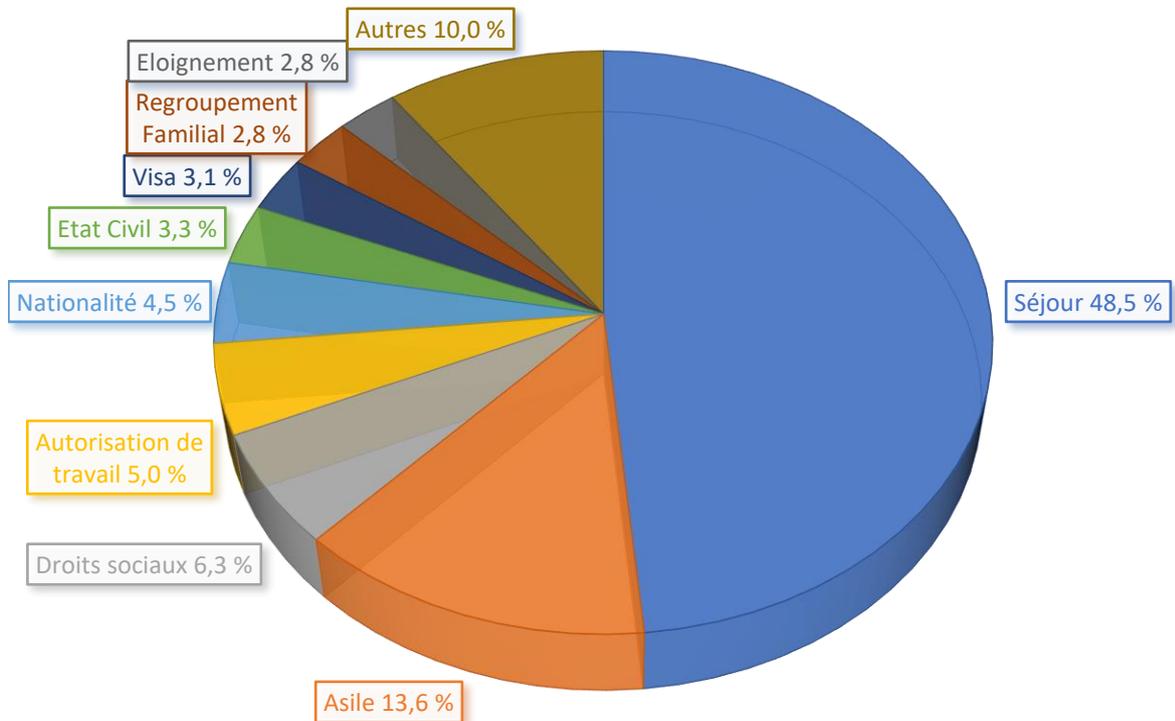
Concernant l'analyse des sollicitations par département, on constate sensiblement la même répartition que les années précédentes. Plus de la moitié de demandes d'assistance juridique proviennent des Bouches-du-Rhône (56,2 %) suivis par le département du Var (17,3 %). A noter que le volume d'assistance est sensiblement dans le même ordre de grandeur pour les départements du Vaucluse (7,6 %), des Alpes-Maritimes (5,8 %) et des Alpes-de-Haute-Provence (5,1 %).

Le département des Bouches-du-Rhône reste donc le principal utilisateur de la permanence juridique. Toutefois, rapportée à sa part dans la population totale de la région (un peu plus de 40 %), cette prédominance est désormais relative en raison d'un réseau d'acteur-trice-s plus dense que dans tous les autres départements.

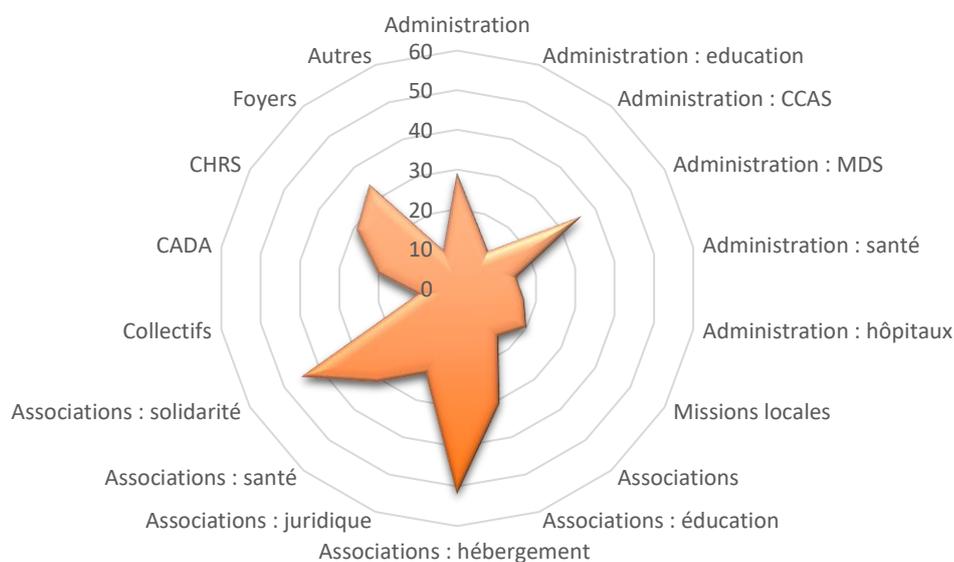
Répartition par département des permanences juridiques de 2021



Problématiques abordées lors des permanences juridiques de 2021



Typologie des structures ayant sollicitées Espace pour les permanences juridiques



3. La professionnalisation hors PACA

Dans la continuité de son action de valorisation et déploiement des ressources sur le territoire national (déploiement du logiciel PAPPU financée par la DIAN), ESPACE a proposé de compléter son action de professionnalisation des acteurs hors PACA par l'apport de trois nouvelles prestations :

- Une *form'action* juridique
- Un séminaire professionnel
- La production d'outils juridiques et méthodologiques.

En raison du premier confinement et des réponses tardives à l'appel à projet, la mise en place de l'action 2020 n'a démarré qu'en septembre 2020. Elle s'est donc poursuivie une grande partie de l'année 2021.

Form'Action juridique

L'accompagnement des primo-arrivant.e.s requiert une maîtrise suffisante de la réglementation qui leur est appliquée notamment en matière de droit au séjour car celle-ci peut conditionner (voire bloquer) leur parcours d'intégration. Aussi, à l'instar de son action de professionnalisation des acteurs menée en région PACA, ESPACE a conçu la montée en compétences des acteurs de l'intégration hors PACA par le biais d'une transmission de connaissances juridiques, de ressources et d'outils. La *form'action* juridique vise à approfondir et densifier les pratiques professionnelles des acteurs de l'intégration.

En 2021 cette *form'Action* juridique a été réalisée **en Haut de France** (les 26 et 27 mai 2021) et **en Bourgogne Franche Comté** (les 15 et 16 juin 2021).

Séminaire professionnel

Ce travail participatif réunit des opérateurs et acteurs de l'intégration de différents champs disciplinaires. Le séminaire relatif à l'accès aux droits et plus largement à l'accompagnement des primo-arrivant.e.s vise à repérer les difficultés et besoins sur le territoire et à identifier les ressources ayant vocation à répondre à ces besoins ; la présentation et la valorisation des ressources proposées par ESPACE enrichit la réflexion collective initiée par ce séminaire.

Ce séminaire professionnel s'est déroulé dans les mêmes régions que la form'Action le 08 avril 2021 en Haut de France et le 24 juin 2021 pour la Bourgogne.

Production d'outils juridiques

Durant cette action, plusieurs outils ont été réalisés :

- Une Fiche « méthodologique de recueil de données spécifique au public primo-arrivant » (chapitre 3 partie 3 « la mise à disposition d'outils juridiques ») ;
- Une fiche juridique « Parcours d'intégration, explication des démarches préfectorales » ;
- Une documentation pédagogique par thématique juridique abordée.

4. La mise à disposition d'outils juridiques

Depuis plusieurs années, ESPACE développe et met à disposition différents outils juridiques que l'on retrouve sur son site dans l'onglet « boîte à outils juridiques ».

En 2021, plusieurs de ces outils ont été soit mis à jour (le site de jurisprudence DEQUELDROIT), soit complétés (les fiches thématiques en droit des personnes étrangères). Un nouvel outil a également été créé sur le modèle de la méthodologie de recueil de données déjà existante mais **spécifique aux primo arrivants**. Tous ces outils sont en ligne dans la boîte à outil juridique d'ESPACE : <https://espace.asso.fr/boite-a-outil-juridique/>

a. Un site d'accès à la jurisprudence en droits des personnes étranger·ère·s : mise en place d'un outil collaboratif

Le droit des étrangers, dans tous ses aspects (séjour, asile, éloignement, regroupement familial, protection sociale, nationalité, etc.) est une matière fluctuante, soumise à l'inflation des réglementations nationales européennes et internationales. De plus, l'application de la réglementation étant sujette à l'interprétation des administrations et des juges, elle donne lieu à une application disparate sur le territoire et peut aboutir à des résultats contradictoires.

Pour permettre une recherche facile et intuitive à toute personne pratiquant l'accueil des personnes étrangères et possédant une connaissance minimale du droit des personnes étrangères, ESPACE a développé depuis plus de dix ans un outil performant (<http://www.dequeldroit.fr>) doté d'une base de données jurisprudentielle dans les champs principaux du droit des personnes étrangères.

La recherche aboutit à une liste de décisions qui peuvent être téléchargées gratuitement après lecture de leur résumé. Cet outil participe à la mise à jour des connaissances des personnes

formées bénévoles d'association, etc., dans leurs pratiques, mais aussi celles des juristes, avocat.e.s, travailleurs sociaux, travailleuses sociales.

La mise à jour de cet outil a commencé au dernier trimestre 2021 et va se poursuivre les prochaines années grâce à la mise en œuvre d'une plateforme collaborative nationale associant ESPACE, le Gisti, le Comede, l'ADDE, la Cimade, Droit d'Urgence et le GAS. (Voir chapitre, 1 partie 6).

The screenshot shows a web application interface with two main sections:

- 1 CONSTRUISEZ VOTRE RECHERCHE**: A search filter section with three categories of criteria:
 - Hébergement, domicile** (en cours de mise à jour): Mesures d'éloignement (attention : incomplet et pas à jour), Mineurs isolés (MIE), Nationalité française, Regroupement familial, Séjour, Travail, Visa.
 - Détermination de la minorité et de l'identité**: Reconstitution en France de l'état civil, Séjour, Protection des jeunes par les départements, Mineurs confiés à des tiers dignes de confiance, Autorisation de travail (AT), Scolarisation, Déclaration de nationalité pour les jeunes confiés à l'ASE avant 15 ans.
 - Actes d'état civil et documents d'identité**: Evaluation sociale ASE, Expertise osseuse, Consultation des fichiers VISABIO et EURODAC.
- 2 SELECTIONNEZ UNE DÉCISION**: A decision selection section.
 - Décisions de référence**: Trib. Enfants de Tours, 02/07/2018 (selected with a green dot).
 - Autres décisions**: Cass., 19/09/2019 (yellow dot), CA de Versailles, 22/03/2019 (selected with a blue dot).
 - Legend: Favorable (green dot), Défavorable (yellow dot).
 - Cour d'appel de Versailles**: 22/03/2019, N° 19/00019.
 - Texte de la décision**: "Enfin, le comportement mature du mineur, évoqué de manière peu circonstanciée dans la note de l'ASE, ne saurait suffire à établir sa majorité ; en effet, le parcours de vie de M. dans son pays a été difficile, puisqu'il a grandi dans un milieu pauvre, et qu'il a suivi un parcours de migration pendant environ 2 années pendant lesquelles il a vécu aux côtés de majeurs et a été contraint de travailler pour survivre, ce qui l'a fait mûrir plus vite qu'un enfant de son âge non exposé à des conditions de vie difficiles ; son apparence physique, à savoir sa grande taille, ne laisse pas présumer qu'il est majeur. Le service de l'ASE d'Auxerre avait d'ailleurs estimé, aux termes d'une évaluation approfondie des dires et du comportement de M. que ce dernier devait être mineur."
 - TELECHARGER** button.

b. Une méthodologie de recueil de données en droit des personnes étrangères

Pour répondre à une demande émanant de travailleur·euse·s sociaux·ales confronté·e·s à des étranger·ère·s dont la situation administrative est complexe du fait de leur statut, ESPACE a conçu, en partenariat avec le Centre pour l'Initiative Citoyenne et l'Accès aux Droits des Exclus (CICADE), un module intitulé « **Méthodologie du recueil de données en droit des personnes étrangères** ».

Il s'agit de fournir les connaissances de base et les savoir-faire spécifiques qui permettront aux acteur·rice·s de l'intégration d'établir un pré-diagnostic pertinent avant d'orienter leurs interlocuteur·rice·s vers des spécialistes du droit des personnes étrangères.

Ce module, en accès libre sur le site d'ESPACE, est actualisé à chaque modification des textes législatifs : <http://espace.asso.fr/methode-recueil-donnees>.

c. Une nouvelle méthodologie de recueil de données spécifique au public primo arrivant : droit de séjour et intégration républicaine

En partant de l'exemple de l'outil créé il y a plusieurs années avec le CICADE, ESPACE a conçu en 2021 un nouvel outil destiné à tout acteur (professionnel ou bénévole) qui accompagne le public étranger primo arrivant

Cet outil a été conçu pour faciliter et baliser le recueil de données nécessaires en vue d'apporter au demandeur primo-arrivant :

- Une réponse étoffée et rapide sur l'accès aux droits ;
- Un accompagnement optimisé dans la construction de son parcours d'intégration en France ;
- **Les problématiques ayant vocation à être traitées à l'aide de cette fiche sont :**
 - Le droit au séjour pour le primo-arrivant : renouvellement de titre, changement de statut, accès à une carte plus longue,
 - Le droit d'entrée et séjour pour les membres de sa famille : regroupement familial, réunification familiale,
 - Le parcours d'intégration républicaine : CIR, perspectives post-CIR (insertion professionnelle, accès à la nationalité française).

d. Une liste régionale de diffusion et d'échanges juridiques

L'utilisation d'une liste de diffusion électronique pap@espace.asso.fr facilite les échanges d'information « d'un à tous ». Elle permet à chacun·e de participer aux échanges sur les questions juridiques et techniques qui sont abordées et de profiter des réponses qui y sont apportées. Elle favorise la formation continue des professionnel·le·s ou bénévoles qui y participent.

ESPACE a élaboré une liste des acteur·rice·s de l'accès aux droits des étranger·ère·s qui regroupe aujourd'hui la grande majorité des personnes en situation d'accueil et d'accompagnement des étranger·ère·s de la région PACA (147 personnes inscrites fin 2021).

ESPACE assure la gestion et la modération de la liste, et y apporte sa compétence juridique pour toute question demandant une expertise particulière en droit des étranger·ère·s.

L'importante activité de cette liste régionale montre que cet outil répond aux besoins quotidiens des acteur·rice·s de l'accès aux droits des étranger·ère·s, que celles ou ceux-ci soient spécialisé·e·s dans l'accompagnement sociojuridique des étranger·ère·s ou qu'ils soient travailleur·euse·s sociaux·ales recevant un important public étranger.

SOUTIENS FINANCIERS

Fonds Asile, Migration et Intégration - FAMI



DIAN - Direction de l'Intégration et de l'Accès à la Nationalité



DREETS PACA – Direction Régionale de l'Economie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités



Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône



Fondation de France

